

Unité départementale des Bouches-du-Rhône
16 rue Zattara CS 70248
13333 Marseille

Marseille, le 16/02/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/02/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

IMERYS Aluminates SA

Usine de Fos sur Mer
BP 20 001
13270 Fos-sur-Mer

Références : D-0248-MRS-2024
Code AIOT : 0006401040

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/02/2024 dans l'établissement IMERYS Aluminates SA implanté Usine de Fos sur Mer BP 20001 13270 Fos-sur-Mer. L'inspection a été annoncée le 25/01/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'inscrit dans l'action régionale coup de poing "Sécheresse" 2024 visant à préciser les origines et consommation des eaux, en lien avec les épisodes sécheresse récurrents, notamment durant les mois d'été.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- IMERYS Aluminates SA
- Usine de Fos sur Mer BP 20001 13270 Fos-sur-Mer
- Code AIOT : 0006401040
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société IMERYS Aluminates exploite une usine de fabrication de clinker et de ciments. Elle est autorisée par arrêté préfectoral du 24 août 2010.

Thèmes de l'inspection :

- Action régionale 2024
- Eau de surface
- Eaux souterraines

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Milieu de prélèvement	Arrêté Préfectoral du 24/08/2010, article 4.1.1.	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
3	Présence de compteurs	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 15	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
5	Suivi des consommations d'eau / relevé / registre	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 15	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Origine de l'eau prélevée	Arrêté Préfectoral du 24/08/2010, article 4.1.1.	Sans objet
4	Volumes d'eau prélevé	Arrêté Préfectoral du 24/08/2010, article 4.1.1.	Sans objet
6	Déclaration GERP au titre des prélèvements d'eau	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4-I	Sans objet
7	Déclaration en période de sécheresse (niveau d'alerte renforcée, crise)	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2-IV	Sans objet
8	Mise en œuvre du PSH	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 5	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Des précisions ont été demandées à l'exploitant, notamment concernant le positionnement des compteurs (coordonnées géographiques), l'origine précise des prélèvements (code SANDRE des milieux prélevés) et la mise en place d'une périodicité adaptée des relevés des compteurs.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Origine de l'eau prélevée

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/08/2010, article 4.1.1.
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Prescription contrôlée : Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liées à la lutte contre un incendie ou

aux exercices de secours sont autorisées dans les quantités suivantes :
Constats : L'exploitant indique qu'il dispose de 2 sources d'origine de l'eau consommée au sein de l'usine: - concernant l'AEP, la société SUEZ fournit l'eau pour un usage sanitaire, - concernant les eaux industrielles et d'entreprise (2 branchements), la SCP fournit cette consommation.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Milieu de prélèvement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/08/2010, article 4.1.1.
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Prescription contrôlée : Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liées à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours sont autorisées dans les quantités suivantes :
Constats : Concernant le milieu de prélèvement de l'AEP, l'exploitant ne dispose pas de l'information du code SANDRE concernant l'origine des eaux. Il est demandé de se rapprocher de son fournisseur pour obtenir l'information. Concernant le milieu de prélèvement du réseau SCP, l'exploitant indique que l'origine des eaux est le Lac de Serre Ponçon, via La Durance. Le code SANDRE associé est FRDG 95. Les usages des eaux du site sont pour les eaux industrielles et d'entreprise: - l'utilisation dans le process industriel (agglomération des apports et TAR) - le lavage des engins, - le réseau incendie, - l'abattage des poussières en cours de réalisation, notamment autour du stock pile.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Présence de compteurs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 15
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Prescription contrôlée : Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur.
Constats : Le site dispose de 3 compteurs. Le premier compteur concerne l'approvisionnement AEP. Les 2 autres compteurs sont positionnés au point de livraison du réseau SCP pour les 2 branchements (réseau industriel, réseau entreprise) qui sont deux réseaux parallèles alimentant chacun un atelier différent du process industriel. L'exploitant devra équiper chacun des usages indiqués au point précédent des compteurs complémentaires afin de mieux connaître les consommations de chacun de ces postes.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Volumes d'eau prélevé

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/08/2010, article 4.1.1.

Thème(s) : Risques chroniques, Eau

Prescription contrôlée :

Les prélèvements d'eau autorisés dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont les suivants :

Origine de la ressource	Nom de la masse d'eau ou de la commune du réseau	Prélèvement maximal annuel (m3)	Débit maximal Journalier (m3)
Eau de transition	Société du Canal de Provence	160 500	770
Réseau public	Fos sur Mer	30 000	996
Eau de surface (rivière, lac, etc.)	Aucun prélèvement autorisé		
Eau souterraine			
Eau marine			

Constats :

L'exploitant a présenté ses consommations d'eau:

- pour l'année 2023, elles représentent 125 760 m³

- pour l'année 2022, elles représentent 130 977 m³

L'autorisation dans l'arrêté préfectoral fixe à 160 000 m³ le prélèvement maximal annuel dans le réseau SCP et à 30 000 m³ le prélèvement du réseau AEP.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Suivi des consommations d'eau / relevé / registre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 15	
Thème(s) : Risques chroniques, Eau	
Prescription contrôlée : Ce dispositif est relevé journalièrement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m3/j, hebdomadairement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.	
Constats : L'exploitant indique que la SCP fournit un relevé journalier pour l'approvisionnement en eau industrielle (correspondant au plus gros volume d'eau) et un relevé à périodicité de plusieurs mois pour l'approvisionnement en eau d'entreprise. Il est demandé que l'exploitant se rapproche de la SCP pour obtenir un relevé journalier ou hebdomadaire de cette fourniture en fonction des débits fournis sur chacun des réseaux. De façon analogue, l'exploitant doit mettre en place ou se rapprocher de son fournisseur d'AEP pour obtenir un relevé hebdomadaire.	
Type de suites proposées : Avec suites	
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant	
Proposition de délais : 1 mois	

N° 6 : Déclaration GEREP au titre des prélèvements d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4-I
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Prescription contrôlée :

<p>Pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> - établissements ICPE à A ou E, à l'exclusion des élevages, sauf les installations relevant de la rubrique 3660 ; - pisciculture d'une capacité de production supérieure à 1 000 tonnes par an ; - STEP urbaines d'une capacité nominale supérieure à 6 000 kg/j de DBO5 (100 000 équivalents habitants) ; - site d'extraction relevant du code minier. <p>L'exploitant [...] déclare chaque année au ministre en charge des installations classées, [...] Les volumes d'eau consommée ou prélevée dès lors que le volume provenant d'un réseau d'adduction est supérieur à 50 000 m³/ an ou que le volume prélevé dans le milieu naturel est supérieur à 7 000 m³/ an.</p> <p>Constats : La déclaration dans GEREP est conforme avec les relevés présentés.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
--

N° 7 : Déclaration en période de sécheresse (niveau d'alerte renforcée, crise)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2-IV
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
<p>Prescription contrôlée : Pour : ICPE à A ou à E dont le prélèvement d'eau total annuel est supérieur à 10 000 mètres cubes</p> <p>Lorsque les niveaux de gravité d'alerte renforcée ou de crise sont en vigueur, l'exploitant transmet, chaque semaine calendaire, au plus tard le mercredi, à l'inspection des installations classées, les volumes d'eau journaliers prélevés et consommés sur la semaine calendaire précédente et le volume journalier moyen prévisionnel prélevé et consommé pour les besoins de son installation pour la semaine calendaire en cours.</p> <p>Cette transmission est faite en utilisant le lien suivant : https://www.demarches-simplifiees.fr/commencer/icpe-secheresse-rapportage-hebdomadaire</p> <p>La dernière transmission est réalisée la semaine calendaire suivant celle de la levée des niveaux d'alerte renforcée et de crise.</p> <p>Constats : L'exploitant indique qu'il n'a pas connaissance d'avoir été concerné par les niveaux d'alerte renforcée ou crise à ses points de prélèvements. De ce fait, il n'a pas réalisé de déclaration au titre de l'article 2 de l'AM du 30 juin 2023.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : Mise en œuvre du PSH

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 5
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
<p>Prescription contrôlée : Il vous est demandé de questionner l'exploitant sur la mise en œuvre d'un plan de sobriété hydrique sur son site : OUI/NON</p> <p>Constats : Le site a mis en place un plan de sobriété hydrique (PSH).</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p>